

ÉLECTIONS DE 2022 EN FRANCE :

VICTOIRE DE LA DÉMOCRATIE PLÉBISCITAIRE

Le doublet électoral (présidentielle et législatives), millésime 2022, marque une étape dans l'involution de la démocratie depuis sa forme représentative et libérale classique vers sa forme plébiscitaire¹. Les trois principales coalitions politiques, menées par Macron, Mélenchon et Le Pen, ont des objectifs similaires et compatibles à divers degrés. Cette victoire de la démocratie plébiscitaire est bien sûr facilitée par la Constitution de la V^e République et l'affaiblissement des corps intermédiaires, et dans le cas des partis politiques historiques (Les Républicains, Parti socialiste, Parti communiste français), leur presque disparition de la scène nationale.

C'est également la démonstration par les urnes des conséquences de la concentration croissante du pouvoir politique par l'exécutif. L'écart des suffrages exprimés entre les premiers tours de chacune des élections (72 % à la présidentielle contre 42,7 % aux législatives) ne peut s'expliquer seulement par la démobilisation des électeurs d'opposition après la défaite de leur champion à la présidentielle : l'alliance soutenant aux législatives le programme présidentiel perd, en proportion, peu ou prou autant de voix que les autres.

Ce consensus, quant à la « présidentialisation » du pouvoir politique, est en quelque sorte une victoire politique des Gilets jaunes : le citoyen isolé cherche un moyen de s'adresser directement au chef², faisant fi des corps intermédiaires et des autres instances démocratiques. Cette présidentialisation du pouvoir est logiquement accompagnée d'une personnalisation de la politique ayant pour conséquence un vote aux accents plébiscitaires. On s'exprime pour ou contre le président Macron.

Ainsi s'explique l'écart de participation. Si, à la présidentielle, l'électeur vote pour choisir un chef suprême, aux législatives les réactions sont doubles : la première, majoritaire est, en toute cohérence, l'abstention, puisque le pouvoir réel est dans les mains du président de la République ; la deuxième, pour la minorité des participants, voter contre Emmanuel Macron pour l'empêcher de mener à bien son programme. Après le second tour de la présidentielle, 61 % des électeurs espéraient une majorité opposée à Macron à l'Assemblée nationale. Entre les deux tours des législatives, alors que l'alliance soutenant Macron apparaissait affaiblie, seuls 19 % des électeurs lui souhaitent une majorité absolue³. Une fois les résultats connus, 71 % sont satisfaits de l'absence de majorité absolue.

Cette tournure plébiscitaire n'est pas nouvelle, en France et dans le monde, mais elle est accentuée par un contexte favorable : une crise de la société civile dans les pays du premier cercle capitaliste, la reprise de l'activité à la sortie de la pandémie et la marche à la guerre mondiale.

¹Voir document de travail n°10 *Crise du libéralisme politique* in : https://mouvement-communiste.com/documents/MC/WorkDocuments/DT10_Crise%20Dem_FR_vF.pdf

²Voir bulletin n 16, *Gilets jaunes : Premières tentatives à chaud de formation du peuple pour un État encore plus fort et contre le prolétariat* in : <https://mouvement-communiste.com/documents/MC/Leaflets/BLT1812FR%20vF.pdf>

³Voir : <https://elabe.fr/relection-emmanuel-macron/> et <https://elabe.fr/2nd-tour-legislatives-2022/>

LA DÉMOCRATIE PLÉBISCITAIRE ILLIBÉRALE EN RÉPONSE À LA FAILLITE DE LA DÉMOCRATIE REPRÉSENTATIVE LIBÉRALE

Dans la tripartition du paysage électoral née de l'élection présidentielle, Emmanuel Macron occupe une place singulière : un temps dépeint en champion du « camp de la raison » par ses lieutenants, flanqué à sa gauche du social-chauvinisme de Mélenchon et à sa droite du nationalisme xénophobe de Le Pen, il incarne plutôt une forme de démocratie plébiscitaire du centre, fonctionnelle au capital – ce qui le distingue de ses concurrents souverainistes. Après son élection de 2017, au centre gauche, rendue possible par les déchirements du Parti socialiste au pouvoir, la faiblesse du président sortant et les affaires affligeant le candidat de la droite catholique réactionnaire, Macron a siphonné l'électorat et l'appareil du parti Les Républicains, confortant ses positions au centre du jeu politique. Mais le dépérissement des deux principaux partis dits de gouvernement n'a pas ouvert la voie à l'émergence de nouveaux partis politiques au sens plein du terme, c'est-à-dire capables d'unir des groupes sociaux autour d'un idéal de société, d'élaborer un programme pour le réaliser, disposant de militants formés et fidèles, enracinés dans la société civile.

À la présidentielle, emboîtant le pas au PS et au PCF, LR a rejoint les rangs des candidatures anecdotiques. L'incapacité de sa candidate, arrivée en cinquième position, à atteindre la barre des 5 % n'augure rien de bon pour le parti héritier du fondateur de la V^e République. S'il conserve une soixantaine de députés à l'Assemblée nationale, il n'a plus, pour le moment, de chemin crédible vers le pouvoir exécutif.

La crise que vivent LR et le PS, deux partis autrefois majoritaires, s'explique par leur incapacité à s'adapter aux attentes des électeurs. Par le passé, ces partis politiques furent capables d'agréger des militants autour d'une vision politique conforme aux intérêts du capital, au-delà des éléments contingents d'un quelconque programme. Ces corps militants innervaient la société civile et y portaient un débat politique. Les électeurs faisaient leur choix pour ou contre une vision politique d'ensemble.

Nous écrivions⁴ :

« La société civile elle-même n'est plus, à l'époque du capitalisme mûr, capable d'engendrer en son sein des équilibres dynamiques dotés d'une stabilité suffisante dans le temps. Le marché mondial, le capital qui se valorise ont sapé et fluidifié ses contours. La complexité croissante des rapports sociaux, la dissémination extrême des territoires productifs et reproductifs, le cisaillement frénétique des éléments d'identification structurant la société civile, la reprise des migrations de masse de la force de travail, l'éclatement des familles comme cellule élémentaire de conservation de l'existant se soldent par une volatilité poussée de l'ordre social. Parallèlement, cette même complexité croissante des rapports sociaux, associée au rôle dissolvant de la souveraineté des États-nations joué par le marché mondial triomphant, déprécient le politique comme art de la médiation entre société civile et comité d'affaires de la bourgeoisie. »

Si la dévitalisation des corps intermédiaires est antérieure à l'aventure macroniste, le quinquennat écoulé les a encore fragilisés et celui qui s'ouvre ne devrait pas améliorer leur sort. Les syndicats en particulier ont été tenus à l'écart des grandes décisions (ordonnances travail, réforme de l'assurance chômage, réforme avortée des retraites), y compris la CFDT, avec qui des accommodements n'étaient pourtant pas hors de portée. Après avoir fait cavalier seul, fort d'une majorité absolue et pléthorique à l'Assemblée nationale, l'exécutif avait senti son isolement lors de la révolte réactionnaire des Gilets jaunes⁵. Macron, directement visé par les protestataires, avait su se remettre en selle lors du « grand débat national » en jouant de la relation directe entre le peuple et le

⁴Voir document de travail n°10, *op.cit.*

⁵Voir bulletin n° 16, *op.cit.*

chef de l'État, chère au gaullisme et consacrée par la Constitution plébiscitaire de la V^e République, à laquelle il associait une démocratie municipale parée des vertus de la proximité et du pragmatisme.

La parcellisation croissante de la société civile a également rompu son lien organique avec les partis politiques hérités de l'époque de la démocratie libérale. L'électeur d'aujourd'hui ne se présente plus en citoyen adhérant à un projet politique ou une idéologie, mais comme un consommateur individuel qui choisit et défend des causes particulières. Aussi la société n'est-elle plus polarisée en fonction de déterminations sociales, politiques ou idéologiques mais de micro-particularismes.

L'obsolescence des partis, c'est-à-dire d'organes centralisés ayant vocation à gouverner en fonction de programmes élaborés, se traduit aujourd'hui dans la vacuité des programmes présentés par les trois forces politiques dominantes. Ces programmes ne sont que des collections de points, pas nécessairement liés les uns aux autres, destinés à ratisser le plus large possible parmi les électeurs qui, en bon consommateurs, ne prennent que ce qui leur plaît, sans se soucier du reste, dans ces supermarchés à bas coûts des idées reçues.

Inversement, le *Programme commun de gouvernement*, élaboré par le PS et le PCF pendant l'année 1972 et mis à jour en septembre 1977, était fortement structuré autour de quatre axes reliés entre eux et en 42 chapitres. On mesure la dégradation de la fonction partisane. Bien sûr, le *Programme commun* n'était qu'un programme pour le capital destiné à résorber certains effets de Mai 68, mais fort de 192 pages et diffusé à un million d'exemplaires, il était le produit d'un véritable travail organique. C'était surtout une époque où le prolétariat animait, par ses luttes, l'ensemble de la société civile et lui posait la question politique de fond de la domination de classe avec une urgence et une exigence toutes deux supérieures.

Les principales formations actuelles (Renaissance, RN, LFI), quelles que soient leur idéologie affichée, partagent une conception d'organisation antiparti : la direction, souvent cooptée, décide de tout tandis que les cellules de base n'exercent aucun contrôle sur elle et ne s'activent, en général, que pour les campagnes électorales. La mise en avant de la figure d'un chef charismatique ainsi que l'adaptation, à l'ère du numérique, au moyen de slogans courts et de propositions hétéroclites, voire contradictoires, permettent d'aller chasser les électeurs isolés. Ces derniers se préoccupent peu des contradictions, tant que leurs éléments de programme fétiches sont portés par un chef « starisé » qui leur plaît.

A posteriori, on peut dire que le RN portait, dès sa conception, des caractéristiques lui permettant d'effectuer cette mutation. Le Front national du père ne disposait d'aucun socle idéologique commun à toutes ses composantes. Il s'agissait d'une alliance agglomérant des fanatiques religieux, des xénophobes et des racistes variés, les héritiers des perdants de la Deuxième Guerre mondiale et ceux de la guerre d'Algérie. Il n'a jamais été question d'unifier l'extrême-droite, mais de constituer une alliance électorale soudée par la figure de Jean-Marie Le Pen.

Les alliances successives portant les candidatures de Mélenchon et de ses sbires n'ont pas plus de cohérence. Le « parti Mélenchon » s'est construit par agglomérations, fusions-acquisitions politiques successives, après la sortie du PS, pour le moins opportune au vu de la soif immodérée pour le protagonisme **en solitaire**, de son chef⁶. Les objectifs communs aux parties hétérogènes de ces alliances électorales furent, en premier lieu, l'occupation d'un espace électoral vide à la gauche de la social-démocratie⁷ et puis, une fois la faillite de cette dernière actée, son remplacement.

⁶Le petit Parti de gauche, véhicule de Mélenchon au sein de la coalition du Front de gauche (2008-2016), encapsulé dans le mouvement « horizontal et gazeux » La France insoumise pour les échéances électorales de 2017, elle-même enveloppée cinq ans plus tard dans une coalition présidentielle *ad hoc*, l'Union populaire, renommée Nouvelle Union populaire écologique et sociale après son élargissement aux autres formations de gauche en vue des législatives.

⁷Sur les modèles de *Die Linke* en Allemagne et *Rifondazione comunista* en Italie.

La République en marche, rebaptisée Renaissance et formant avec ses alliés la coalition Ensemble⁸ pour les besoins de la saison électorale 2022, n'est pas non plus un parti classique. Il s'agit là encore d'une alliance électorale scellée autour de la candidature d'un chef. L'urgence de sa formation à chaud a même laissé une place pour des personnalités fantasques comme Martine Wonner ou Joachim Son-Forget. Le parti macroniste est spécialisé dans la communication avec une politique publicitaire assumée.

Ces trois conglomérats politiques ont par ailleurs en commun la faiblesse de leur ancrage, jusqu'à présent, dans les collectivités locales. *A contrario*, un enracinement territorial résiduel mais encore important est une des causes du succès relatif de LR et du PS aux législatives.

Au-delà des « narrations » officielles qui font d'Emmanuel Macron un champion du libéralisme tenant tête au danger démagogique représenté par les dits extrêmes, nous considérons aussi son programme comme une expression plébiscitaire.

Après sa réélection, Macron a avancé l'idée d'un nouveau CNR⁹, pour « *Conseil national de la refondation* », censé pallier l'essoufflement de la démocratie parlementaire, rompre avec les « *réformes par en haut* » et « *associer tous les acteurs* » : les forces politiques, économiques, sociales, associatives, des élus des territoires et des citoyens tirés au sort. Tout cela au motif qu'« *il faut rassembler la Nation* ». Fort des expériences du Ségur de la Santé, de la Convention citoyenne pour le climat¹⁰ et de l'organisation par les mairies du « grand débat national » à la suite du mouvement des Gilets jaunes, ce Conseil doit, sous la responsabilité du Premier ministre et du gouvernement, organiser des « *discussions sur le terrain* » dans les 1 200 « *bassins de vie* », « *auxquelles seront associées toutes les parties prenantes* », à l'image du plan pilote « Marseille en grand ». Par exemple, pour la santé, seront invités à participer « *les médecins, les paramédicaux, les élus et les associations de patients* ». Pour l'Élysée, cette méthode participative aurait l'avantage de créer du consentement et de partager responsabilités et contraintes en « mouillant » tous les intervenants.

Sur le plan institutionnel, Macron souhaite constituer une commission transpartisane chargée d'étudier diverses propositions : le retour à un septennat présidentiel, des élections législatives de mi-mandat, un scrutin législatif comprenant une dose de proportionnelle... Au final, renforcement de la fonction présidentielle et déstabilisation du Parlement.

On cherche les différences avec le programme de Mélenchon, le soi-disant parlement¹¹ de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes) et autres conventions ou assemblées citoyennes, elles-aussi remplies pour partie par tirage au sort. Sans oublier la promesse que des travaux d'une assemblée constituante (de trotsko-lambertiste mémoire) naîtrait une VI^e République authentiquement parlementaire, fondée sur « *la généralisation du scrutin proportionnel* » mais « *stable* » et « *efficace* ».

Nupes et RN reprennent à leur compte le référendum d'initiative citoyenne (RIC), revendication phare des Gilets jaunes ; Le Pen promet de plus un usage beaucoup plus important du

⁸ Qui rassemble le Mouvement démocrate, Horizons, Agir, Territoires de progrès, le Parti radical, En commun et la Fédération progressiste.

⁹ À pas cher, il s'abrite derrière le même sigle que celui du Conseil national de la Résistance.

¹⁰ Composée de 150 citoyens tirés au sort, chargée de formuler des propositions écologiques mais ne disposant pas de pouvoir législatif ou réglementaire propre.

¹¹ Sur son site officiel, le parlement de la Nupes est présenté comme suit : « *Il rassemble les différentes forces politiques de cette union et de très nombreuses figures du monde syndical, associatif, scientifique, culturel. Il comptera progressivement 500 membres. [...] Ce nouveau parlement aura vocation, dans un premier temps, à contribuer à la campagne des élections législatives : il mettra en évidence les soutiens et les idées de notre majorité, alimentera le programme, aidera les candidates et candidats aux législatives, fera le lien avec les luttes sociales et écologiques.* » Voir : <https://parlement.nupes-2022.fr/>

référendum « présidentiel » (prévu à l'article 11 de la Constitution), notamment pour faire adopter ses mesures anti-immigrés de « priorité nationale », de façon à forcer la main au Parlement, au Conseil constitutionnel ou aux cours européennes de justice. Quant à Macron, confronté à la possibilité d'un blocage législatif, il s'est également dit prêt à recourir au référendum pour contourner le Parlement.

Ainsi, les trois principales formations politiques propagent l'illusion que la greffe sur l'appareil politique républicain d'instances de démocratie plébiscitaire renforcera une démocratie idéalisée, au sens le plus abstrait. Or de telles instances ne feraient qu'en projeter l'image, vide de toute substance. La démocratie bourgeoise, lorsqu'elle est en bonne santé, est la médiation politique des intérêts incarnés par les corps intermédiaires produits par la société civile. La démocratie prolétarienne achevée, pour sa part, est une démocratie d'action, dans laquelle les assemblées, centrées sur les territoires productifs, prennent les moyens de la délibération et de la transformation immédiate, c'est-à-dire sans médiation, de la société.

Les instances de démocratie plébiscitaire sont l'aboutissement de l'isolement et de l'aliénation du citoyen ainsi que de l'involution de la société civile en peuple. Il ne s'agit plus de faire corps avec un projet politique, mais de voter, de manière isolée, possiblement via Internet, à l'occasion d'un plébiscite sans cesse renouvelé ou dans des assemblées temporaires nommées par en haut, pour des mesures ponctuelles et limitées, qui sont ensuite transférées à une assemblée législative elle-même dévitalisée, qui peut à son tour les rejeter ou bien les adopter et les transférer au pouvoir exécutif, qui décide *in fine* de leur application. Plutôt que de rétablir le lien entre la société et ses prétendus représentants, il s'agit d'en acter la séparation, en comblant l'espace ainsi créé par des mécanismes formels qui contribueront à leur tour à approfondir cette séparation.

Ces montages ont pour vocation la mise en place d'une soupape entre l'exécutif et la société civile. Il s'agit de constituer, par fait du prince, des substituts aux corps intermédiaires. Mais n'en déplaise à ceux qui appellent l'État à sauver la société civile, pareilles excroissances étatiques ne sauraient combler l'absence d'activité organisée. La capacité de tels mécanismes à innover la société civile pour se faire les porte-voix des aspirations qui la traversent semble très limitée, dans une période où les résultats électoraux démontrent un désintérêt profond pour l'engagement politique.

L'ÉTAT N'EST PLUS EN MESURE DE SATISFAIRE LES DEMANDES RENOUVELÉES DE PROTECTION

À rebours des réductions d'effectifs et économies de moyens décidées par ses prédécesseurs pendant la crise fiscale des années 2010, le candidat Macron a annoncé de nouvelles dépenses publiques improductives pour affermir le contrôle de l'État sur la société civile. Loi de programmation du ministère de l'Intérieur lui allouant 15 milliards supplémentaires sur cinq ans, présence accrue des représentants de l'ordre dans les rues, recrutement de 8 500 personnels de justice d'ici 2027, création de forces d'action républicaine (policiers, magistrats, éducateurs) dans les « quartiers difficiles » ainsi que d'une force des frontières au niveau national, expulsion effective des déboutés du droit d'asile, nouvelles exigences pour la délivrance de titres de séjour, généralisation des amendes forfaitaires délictuelles, déploiement du service national universel... Répression et encadrement idéologique sont apparemment appelés à un bel avenir.

Dans la lignée du Pacte vert pour l'Europe et du plan de relance européen, la politique industrielle de Macron vise à réaliser « *l'autonomie énergétique et technologique* » nécessaire à l'affirmation d'une « *autonomie stratégique* » européenne. Il s'agit de doter tantôt la France, tantôt le bloc européen à traction franco-allemande, d'une base industrielle indépendante et compétitive dans les secteurs de l'armement, de l'énergie, des transports, de l'espace, de l'agriculture, du médicament, des industries créatives et numériques. En ce qui concerne l'énergie, Macron a annoncé la relance de la filière

nucléaire française et le développement d'une filière française de l'éolien en mer et du solaire, de même que l'investissement dans l'hydrogène vert, tandis que la renationalisation d'EDF se profile.

Autant d'investissements qui doivent se conjuguer, dans le plan de Macron, avec un accroissement de la quantité totale de travail. Le président réélu rêve du « plein emploi » à la fin de son second quinquennat. Pour y parvenir, il entend, après les avoir supprimées pour les démissionnaires avec sa réforme de l'assurance chômage, introduire une modulation des indemnités de chômage en fonction de la conjoncture économique ; il compte centraliser tous les services de l'emploi dans un organisme unique par territoire, France Travail. Il projette aussi d'intéresser systématiquement les salariés aux performances de leur entreprise au moyen de primes défiscalisées. Macron a également fait campagne sur le relèvement progressif de l'âge légal de départ à la retraite à 64 ou 65 ans, avec suppression des derniers régimes spéciaux (EDF, RATP, mais à l'exception de ceux de la police et l'armée) et convergence vers un régime de retraite universel. Toutefois, l'hypothèse d'un allongement de la durée de cotisation sans report de l'âge légal, plus acceptable aux yeux de la CFDT, serait aussi à l'étude. Macron promet aussi l'instauration d'un compte épargne-temps universel permettant des aménagements individuels de carrière. Enfin, il veut encore conditionner le RSA à une « activité d'insertion » à temps partiel. Autant de mesures qui tendent vers une mise au travail forcée des salariés intermittents, des prolétaires les moins bien intégrés au marché du travail et des plus âgés, tous contraints d'accepter des emplois rebutants. Les travailleurs âgés poussés vers la sortie avant de pouvoir prétendre au taux plein, quant à eux, verront baisser le montant de leur pension de retraite, et devront la compléter par des boulots de misère.

Du côté des opposants à Macron, on propose des niveaux de dépense publique bien supérieurs. Au-delà du détail du débat entre Mélenchon et ses loyaux adversaires, qualifiés de « sociaux-libéraux »¹², on observe que l'un comme les autres s'accordent ce constat : le programme économique de la Nupes est nationaliste et anti-européen, d'abord parce qu'il donne la primauté nationale à la France, en faisant peser sa dette sur les autres pays de l'Union, ensuite parce qu'il anticipe, à court ou moyen terme, l'explosion de l'Union. Comme pour le RN, il ne s'agit plus de quitter seul l'Union européenne, le Brexit en ayant démontré les conséquences bien réelles et quelque peu refroidi les électeurs. Il s'agit d'en tirer un maximum de fonds jusqu'à la faire sauter de l'intérieur.

Peu nous chaut de ce qu'il adviendrait de l'UE ou de l'État français dans une telle situation. Il est très probable que la conséquence en serait une crise fiscale majeure des États de l'aire européenne, d'une intensité qualitativement supérieure à la crise de la dette grecque, et donc entraînant par contagion une crise financière mondiale se soldant par une crise de la valorisation.

Deux possibilités : soit le volet économique du programme de la Nupes était un pur bluff. L'alliance électorale était incapable de financer un programme n'étant qu'une vaste escroquerie, comme on en a connu d'autres. Soit le volet économique était sérieux et il promettait une crise économique majeure, ainsi que les souffrances qu'elle causerait, en premier lieu aux plus pauvres et à la classe ouvrière, le tout à seule fin de satisfaire l'ego meurtri d'une bande de politiciens nationalistes et réactionnaires qui fantasment une France isolée et indépendante, sur laquelle ils pourraient mettre le grappin sans avoir à s'accorder avec les bourgeoisies des pays voisins.

Sous les contraintes actuelles (crise fiscale des États, sortie de crise du Covid, marche à la guerre) du mode de production capitaliste, nonobstant le formalisme démocratique (libéral ou plébiscitaire), l'État n'est plus en mesure de répondre aux demandes de protection des électeurs. Le programme de Macron est incapable de sauver la chèvre et le chou. Il sacrifie les conditions de vie et

¹² Voir : https://tnova.fr/site/assets/files/32593/terra-nova_la-grande-conversation-2022_reponses-aux-commentaires-de-jl-melenchon-sur-lanalyse-du-programme-economique-de-la-.pdf

de travail des prolétaires, malgré un plan de dépense important. Ses opposants, qui prétendent pouvoir faire mieux, n'offrent que des programmes impossibles à financer sans racketter les autres pays du bloc européen et donc, *in fine*, les prolétaires y habitant.

DES SYMPATHIES COUPABLES POUR LA RUSSIE

Macron a présenté aux électeurs un plan de développement des forces productives du capital et d'intégration européenne s'inscrivant dans la continuité de son premier mandat mais intervenant dans un environnement international agité par la guerre d'Ukraine et l'accélération de la constitution de blocs géostratégiques rivaux. Un plan capitaliste de pré-guerre qu'il a résumé par la formule : « *Une France plus indépendante dans une Europe plus forte*¹³ ».

Pour le mener à bien, Macron a promis de poursuivre le renforcement des armées françaises inscrit dans la loi de programmation militaire (LPM) 2019-2025, ainsi qu'un « *plan de mobilisation civile* ». Le budget des armées, qui s'élevait à 32 milliards d'euros, en 2017, et 41 milliards cette année, doit atteindre 50 milliards, en 2025, et permettre la modernisation de leurs capacités terrestres, navales, aériennes, spatiales et cybernétiques¹⁴. Cet effort militaire devrait s'accompagner d'une préparation de « l'arrière », avec le doublement de la réserve opérationnelle, pour 2027, le rapatriement de filières industrielles et l'augmentation des stocks stratégiques. Comme il l'a fait savoir au salon Eurosatory, où il a vanté son ambition d'une industrie d'armement européenne élargie et intégrée¹⁵, Macron a chargé l'état-major de réévaluer la LPM au regard de la guerre en Ukraine et dans la perspective, selon ses mots, d'une « *économie de guerre* ». Il n'en demeure pas moins que la situation internationale contrarie pour l'heure les plans du président français ; le réveil de l'Alliance atlantique profite principalement à l'industrie de défense américaine, témoin la volonté du gouvernement allemand d'acquiescer des avions et hélicoptères de combat F-35 et Chinook¹⁶, alors que les projets d'armement européens (Scaf, MGCS, Eurodrone) patinent et que le Fonds européen de la défense ne dépasse pas le milliard d'euros de budget annuel.

Malgré ces investissements et des différences de détail, au sujet de la guerre en Ukraine, les positions de Macron, Mélenchon et Le Pen restent compatibles. Il n'y a rien à ajouter concernant les liens financiers bien connus des deux derniers avec l'État russe¹⁷. Tous trois s'accordent sur la nécessité d'une désescalade négociée avec la Russie, qu'ils privilégient à l'hypothèse d'une usure militaire et économique favorisée par les gouvernements états-unis et britannique. Une paix que les trois premières formations politiques françaises sont prêtes à payer en avalisant l'annexion par la Russie de morceaux du territoire ukrainien. À terme, toutes trois souhaitent conclure un accord de bon voisinage avec la Russie en traçant clairement les frontières du « chacun chez soi ». Dans ce scénario, la Russie récupère ce qu'elle peut avant que les coûts de la guerre deviennent trop élevés et l'Europe en tire une intégration accélérée des régions ukrainiennes restées sous le contrôle de Kiev. Sans se soucier d'un prétendu « droit à l'autodétermination » des habitants de l'Ukraine, en

¹³ Discours du 18 mars 2022. In : <https://www.ledevoir.com/monde/europe/687834/presidentielle-francaise-macron-promet-une-france-plus-independante-sur-plusieurs-fronts>

¹⁴ Entre autres : rénovation des composantes océanique et aéroportée de la dissuasion nucléaire, avancement du projet de porte-avions de nouvelle génération, livraison de sous-marins nucléaires d'attaque Barracuda, de frégates multimitations, de Rafale au standard F4, de véhicules terrestres du programme Scorpion, recrutement de 6 000 personnels.

¹⁵ Discours du 13 juin 2022. Voir : <https://www.usinenouvelle.com/article/a-eurosatory-emmanuel-macron-plaide-pour-une-preference-europeenne-en-matiere-d-achats-d-armement.N2015032>

¹⁶ <http://www.opex360.com/2022/06/25/lallemagne-et-les-pays-bas-vont-renforcer-leur-cooperation-militaire-grace-au-f-35-et-au-ch-47-chinook/>

¹⁷ On laisse au lecteur la question de la nature des liens entre La France insoumise et le narco-État du Venezuela, à son tour financé et défendu par l'État russe, ainsi que de l'hypocrisie de ceux qui disent vouloir combattre la finance corruptrice de la politique.

particulier, ou du « droit international » en général. Dans la guerre entre nations comme dans la lutte des classes, la force fait le droit.

UNE ASSEMBLÉE FRAGMENTÉE

Macron et Mélenchon défaits par la perméabilité du RN

Les élections législatives ont apporté leur lot de surprises. Pour la première fois sous la V^e République, un président fraîchement élu n'obtient pas une majorité absolue à l'Assemblée nationale. C'est une défaite pour la coalition présidentielle. La stratégie de ne pas faire campagne adoptée par l'exécutif se révèle un échec, même si ses candidats maintiennent un socle de voix. Le jeu de Macron « au-dessus de la mêlée » a rencontré un mur.

C'est aussi une défaite pour la Nupes. Non seulement les objectifs irréalistes avancés par Mélenchon n'ont pas été atteints, mais les candidats se présentant sous la bannière de la Nupes ont attiré 4 millions de voix de moins qu'au premier tour de la présidentielle. La France insoumise obtient moins de députés (79) que le RN et ne s'impose pas comme le principal parti d'opposition. Eux qui dénonçaient le manque de représentativité de l'ancienne majorité, se retrouvent avec des députés élus par moins de 30 % des électeurs inscrits¹⁸.

Le vainqueur de ces élections n'est autre que le RN, en sièges, car lui aussi perd des voix. Il décuple sa présence à l'Assemblée, passant de 8 à 89 députés. Pour la première fois, le RN engrange des succès hors de ses zones d'influence traditionnelles (Nord, Est et pourtour méditerranéen) – tout en y confortant ses positions – pour s'étendre dans le Sud-Ouest, dans le Centre et en Bourgogne. Les circonscriptions qu'il a emportées sont essentiellement périurbaines et rurales, celles de ceux qui peinent à payer les factures de chauffage, et où les Gilets jaunes étaient relativement forts. Le RN a su canaliser électoralement les raisons des Gilets jaunes.

Autre cause de cette victoire, la rupture du « cordon sanitaire » autour du RN. L'entreprise de normalisation du parti xénophobe, débutée avec l'éloignement de Le Pen père en 2011, et accélérée grâce à la candidature présidentielle d'Éric Zemmour, porte enfin ses fruits. D'après une étude publiée dans *Le Grand Continent*¹⁹ :

« Si les trois électorats avaient appliqué rigoureusement la stratégie du barrage, le RN n'aurait même obtenu que 24 députés. La progression parlementaire majeure du RN peut donc être imputée pour un tiers environ à l'augmentation de sa popularité dès le premier tour, et pour les deux tiers aux reports s'étant opérés entre les deux tours, provenant pour 26 % des abstentionnistes, pour 26 % de la droite, pour 26 % de la gauche, et pour 16 % des macronistes. La responsabilité de cette croissance – via les victoires au second tour – est donc bel et bien partagée entre l'ensemble des électorats. »

Le RN gagne également grâce à un discours construit pour être perméable au report de toutes les autres formations politiques. L'opportunisme continue de payer dans les urnes.

Mais le grand « vainqueur » reste l'abstention. Plus de la moitié des électeurs inscrits ne se sont pas déplacés. Les segments de la population s'étant le plus abstenus sont les moins de 35 ans, abstentionnistes à 63 %, les ouvriers et employés à 60 % et, enfin, les chômeurs à 69 %.

Pas d'alliance de gouvernement

L'hypothèse de la formation d'un « gouvernement d'union nationale » n'ayant trouvé d'autres adeptes que le secrétaire national du PCF, il semblait rester une possibilité d'alliance entre Ensemble

¹⁸ Clémentine Autain, par exemple, est élue avec les suffrages de 22,90 % des électeurs inscrits dans la 11^e circonscription de Seine-Saint-Denis.

¹⁹ Voir : <https://legrandcontinent.eu/fr/2022/06/29/comment-le-cordon-sanitaire-a-saute-analyse-de-la-percee-lextreme-droite-a-lassemblee-nationale/>

et Les Républicains à l'Assemblée. Après tout, les électorats comme les programmes des deux groupes sont proches. Une telle alliance permettrait à l'exécutif d'obtenir une majorité absolue, en ajustant de manière mesurée le programme présidentiel de Macron.

Malgré les efforts des partisans de Sarkozy au sein de LR, une telle alliance de gouvernement n'est, pour le moment, pas possible. LR est tiraillé entre le centre et l'extrême-droite : ses électeurs sont ceux qui se sont le plus facilement reportés sur les candidats RN au deuxième tour des législatives (39 % des électeurs de LR au premier tour des législatives se seraient reportés sur le RN au second tour²⁰).

Pour le parti anciennement gaulliste en déroute, une alliance avec Macron se ferait au risque de perdre, pour de bon, un segment important d'électeurs au profit du RN. Ce serait le dernier clou dans le cercueil. Il semble plus intéressant, pour LR, de garder ses distances, en attendant des jours meilleurs. Après tout, l'alliance qui soutient Macron, ainsi que son parti, Renaissance, restent une nouveauté relative. Leur avenir après le deuxième quinquennat de Macron est loin d'être assuré, alors que le RN est là pour rester, continuellement menaçant. LR préfère consolider sa position et, comptant sur un échec d'Ensemble à mettre en œuvre son programme, espère récupérer ses électeurs perdus en faveur du centre, aujourd'hui affaibli, avant de s'attaquer au RN ascendant.

Malgré cela, il est probable que les parlementaires LR votent ponctuellement en faveur de textes soutenus par la majorité présidentielle. Il n'est pas à exclure que l'explosion à retardement de la Nupes permette un rattrapage, par le camp présidentiel, des uns et des autres, pas plus qu'il ne faut surestimer le contrôle du RN sur ses primo-députés. En dehors d'un éventuel effritement des deux blocs d'opposition, reste la possibilité que le RN et la Nupes soutiennent certaines lois moyennant aménagements.

Macron a subi une défaite aux législatives. Son camp a pris un coup important. Mais le pays n'est pas subitement devenu ingouvernable, l'Assemblée nationale n'est toujours pas l'institution clé de la politique du capital en France, quoi qu'en disent les gros titres et les éditoriaux larmoyants de la presse.

L'INVOLUTION PLÉBISCITAIRE EST UN PRÉLUDE A LA GUERRE

La crise de la démocratie représentative et libérale s'aggrave. La mutation plébiscitaire progresse et imprime leur élan aux souverainistes, malgré les efforts du camp Macron pour la canaliser vers un programme compatible avec les nécessités du procès de valorisation du capital. Sur le devant de la scène, le plan de Macron a pu sembler à l'arrêt, alors que les tractations se poursuivaient dans les coulisses. Malgré les vicissitudes parlementaires, l'exécutif est déjà parvenu à faire passer quelques lois.

La classe ouvrière reste absente des urnes comme des luttes d'ampleur. Pourtant, les mesures pour, d'abord, atténuer la pandémie et, ensuite, pour accompagner la reprise en grand de l'accumulation de capital, continuent de produire leurs effets délétères sur les conditions de vie et de travail des prolétaires. Pour prendre l'exemple le plus visible, la crise annoncée des services de santé, pour cet été, est sans précédent. Malgré plusieurs luttes dans les hôpitaux, qui restent trop isolées, la seule possibilité saisie en masse par les travailleurs de ce secteur est le repli, temporaire (arrêt maladie) ou définitif (démission, avec ou sans reconversion). Ce phénomène de refus individuel du travail est notable, dans les pays du premier cercle capitaliste, et se manifeste à des degrés divers mais dans tous les domaines d'activité. Néanmoins, il ne s'agit là encore que d'un repli individuel, surtout

²⁰ Contre 17 % des électeurs de gauche et 24 % des macronistes. Étude de la revue *Le Grand Continent*, voir note précédente.

si ce sont les éléments aux emplois les plus stabilisés de la classe qui exercent ce refus se retirent du jeu. Ceux qu'ils laissent derrière, à la merci du procès de valorisation du capital, sont en partie ceux pour qui le repli n'est pas acceptable, mais surtout ceux pour qui les conséquences seraient bien plus fortes, financièrement (salaires faibles, dettes) ou pour d'autres raisons (précarité, visa de travail, situation irrégulière, etc.).

Face à ces comportements individuels de désertion plus ou moins clairement exprimée du salariat, le plan de Macron résonne comme une « mobilisation » générale, en attaquant frontalement ceux qui bénéficient de l'assurance chômage ou des allocations sociales. Il s'agit de réinstaurer le commandement capitaliste et de l'État sur ceux de ces prolétaires qui peuvent être réintégrés dans le procès de production, afin de préparer le pays à un choc pouvant aller, dans un deuxième temps, jusqu'à un conflit armé global.

La minorité, au sein de la société civile, dont le lien avec l'État n'est pas encore brisé continue de demander une protection croissante, dans la confusion la plus totale, contre des menaces réelles et imaginaires : contre la paupérisation, contre les étrangers, contre la mondialisation, contre l'Europe, contre le changement climatique, contre la guerre, contre la baisse du pouvoir d'achat... S'il est mieux adapté au capitalisme de ces temps-ci, le « en même temps » de Macron n'est pas capable d'offrir une réponse adéquate à l'ensemble de ces demandes, pas plus que le maximalisme nationaliste porté par Mélenchon ou la xénophobie réactionnaire de Le Pen. La crise fiscale des États, aggravée par la pandémie de Covid-19, et la marche vers la guerre mondiale conditionnent fortement les marges de manœuvre des gouvernements. L'économie mondiale va vers une récession en prenant un chemin classique d'inflation/surchauffe. Les intérêts divergents des blocs géopolitiques, dont la séparation est approfondie par l'escalade guerrière en Ukraine, non seulement empêchent une action concertée et efficace sur le volet écologique, mais intensifient la production à des fins de guerre mondiale.

Les programmes des trois forces plébiscitaires ont beau être écrits comme des listes de courses pouvant satisfaire l'ensemble des électors respectifs, le supermarché n'est pas assez approvisionné, le caddie est trop petit et, surtout, le porte-monnaie fait défaut.

En France, une escalade militaire n'est pas d'actualité, du moins à court terme. Le consensus entre les forces politiques majoritaires semble être fondé sur un positionnement gaulliste classique, tout en se préparant à l'embrasement planétaire. Néanmoins, si on se réfère à l'évolution formelle des forces politiques aujourd'hui majoritaires en France et dans l'hypothèse d'un approfondissement des crises multiples (fiscale, environnementale, politique, géopolitique), l'adoption d'une posture guerrière assortie d'une tentative de consolidation du peuple derrière un chef charismatique, s'inspirant de l'Ukraine dirigée par Zelensky, n'est guère à exclure. Macron ne cache pas son admiration pour la « résistance populaire » ukrainienne alors même qu'il parle de restaurer le « pacte nation-armée » et de « mobiliser » les chômeurs vers un emploi. De là à la militarisation du travail le pas est plus court de ce qui apparaît.

L'abstention politique, celle dans les urnes comme celle dans les territoires productifs, ne suffit pas. Les prolétaires doivent dépasser les rébellions individuelles et s'unir pour combattre sur les terrains économique et politique. En l'absence de luttes autonomes, l'involution plébiscitaire et ses conséquences autoritaires et guerrières sont les produits logiques, on pourrait écrire naturels, du mode de production capitaliste et de sa dynamique catastrophique.

APPENDICE : POURQUOI REJETER LE VOTE ? CONSIDÉRATIONS SUR LE DÉBAT LÉNINE-BORDIGA²¹

Lénine, et avant lui la grande majorité du mouvement ouvrier d'inspiration marxiste, a toujours prisé la participation aux élections démocratiques bourgeoises. Toutefois, à la différence des sociaux-démocrates, Lénine a réduit le champ d'action électoral des communistes à la pure propagande des idées révolutionnaires.

« La participation aux luttes parlementaires en régime bourgeois est indispensable aux partis du prolétariat révolutionnaire dans un but de propagande parmi les masses, but que les périodes électorales et les débats parlementaires permettent d'atteindre. Mais limiter la lutte des classes à l'action parlementaire, ou considérer cette dernière comme étant la forme supérieure de la lutte, à laquelle toutes les autres doivent être subordonnées, c'est se ranger en fait du côté de la bourgeoisie contre le prolétariat ». Lénine, *« Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat »*, 16 décembre 1919.²²

Répondant à Amadeo Bordiga, alors à la tête de la fraction abstentionniste du Parti socialiste italien (PSI) qui venait de présenter ses thèses abstentionnistes au II^{ème} Congrès de l'Internationale communiste, tenu à Petrograd en juillet-août 1920, Lénine mit en évidence la faiblesse des positions du marxiste italien. Ce dernier s'opposait en effet à toute participation aux élections bourgeoises tout en prônant l'intervention dans les syndicats car il les tenait pour des organisations ouvrières.

« Vous avez dit que les syndicats aussi étaient opportunistes et qu'ils constituaient un danger ; mais, d'un autre côté, vous avez dit qu'il fallait faire une exception en leur faveur, étant donné qu'ils sont des organisations ouvrières. Mais cela n'est juste que jusqu'à un certain point. Il existe aussi dans les syndicats des éléments très arriérés. Une partie de la petite bourgeoisie prolétarisée, les ouvriers arriérés et les petits paysans, tous ces éléments croient réellement que leurs intérêts sont représentés au Parlement ; il faut lutter contre cela par l'action parlementaire et montrer aux masses la vérité dans les faits ». Lénine, *« I^{er} congrès de l'Internationale Communiste, Discours sur le parlementarisme »*, 2 août 1920²³

Comme Lénine, relativement au Parlement, Bordiga voulait utiliser la tribune des syndicats pour dénoncer les directions corrompues et propager les positions communistes au sein de ces organisations. Le révolutionnaire italien montrait un autre signe de faiblesse dans sa démonstration abstentionniste en envisageant, quoique pas ouvertement, la participation aux élections dans les pays *« où la révolution bourgeoise est encore en cours »*.

« Dans les pays où la révolution bourgeoise est encore en cours et crée des institutions nouvelles, l'intervention des communistes dans les organes représentatifs en formation peut offrir la possibilité d'influer sur le développement des événements pour que la révolution aille jusqu'à la victoire du prolétariat ». Amadeo Bordiga, *« II^e congrès de l'I.C. Thèses sur le parlementarisme (1920)²⁴ »*

Dans les deux cas, tant chez Lénine que chez Bordiga, l'argument principal pour ou contre la participation aux Parlements et aux syndicats relève de la nécessité de démasquer ces institutions aux yeux des masses travailleuses les plus arriérées nourries par les illusions que le Parlement et le syndicat peuvent faire siennes leurs aspirations, leurs revendications.

« Nous dûmes faire les élections et montrer aux masses, par l'exemple et dans les faits, que cette Assemblée constituante, élue au moment de la plus grande misère générale, n'exprimait pas les aspirations et les revendications des

²¹ Note : ce texte avait été distribué, en juin 2017, mais jamais publié depuis. Ce qui est fait maintenant, *ne varietur*.

²² Partie VI, point 3 Voir : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/12/vil19191216.htm>

²³ 3^e paragraphe Voir : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/08/vil19200802.htm>

²⁴ Point 6 Voir : https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1920/07/bordiga_ic_1920_b.htm

classes exploitées ». Lénine, « *IIe congrès de l'Internationale Communiste, Discours sur le parlementarisme, 2 août 1920*²⁵ »

Bordiga rejette cet argument en affirmant que « *dans les pays où le régime démocratique a depuis longtemps achevé sa formation, il n'existe plus, au contraire, aucune possibilité d'utiliser la tribune parlementaire pour l'œuvre révolutionnaire des communistes, et la clarté de la propagande non moins que la préparation efficace de la lutte finale pour la dictature exigent que les communistes mènent une agitation pour le boycottage des élections par les ouvriers* ». Amadeo Bordiga, « *IIe congrès de l'I.C. Thèses sur le parlementarisme (1920)*²⁶ »

Pour le communiste italien, le rejet de la participation aux élections dans les pays capitalistes avec une longue histoire de démocratie bourgeoise provient de trois considérations : d'une part, l'expérience de la lutte parlementaire a été déjà faite par le prolétariat ; d'autre part, les partis ouvriers qui s'y sont attelés ont tous sombré dans l'opportunisme et la trahison de la cause ouvrière ; enfin, la période était selon lui, à la préparation idéologique et matérielle de la révolution. Conformément à l'analyse de l'Internationale communiste, Bordiga ancrerait l'adoption de la tactique directe de préparation révolutionnaire (et abstentionniste) au jugement que la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour dans plusieurs pays capitalistes européens.

« *Dans la période où la conquête du pouvoir ne se présentait pas comme une possibilité proche pour le mouvement international du prolétariat et où ne se posait pas non plus le problème de sa préparation directe à la dictature, la participation aux élections et l'activité parlementaire pouvait encore offrir des possibilités de propagande, d'agitation, de critique* ». Amadeo Bordiga, « *IIe congrès de l'I.C. Thèses sur le parlementarisme (1920)*²⁷ »

Inversement, d'après lui, lorsque le cycle politique prolétarien est descendant, la participation aux élections bourgeoises ne peut être exclue y compris dans les pays à démocratie bourgeoise ancienne. Dès lors, les positions de Lénine et de Bordiga ne sont pas diamétralement opposées. Bien au contraire. Elles ont en commun l'essentiel : le Parlement peut être un lieu de lutte pour le parti prolétarien, un lieu de la propagande pour la révolution communiste, au même titre des syndicats.

Ce travers a deux filiations principales. La première est la sous-estimation flagrante de la force d'attraction que la démocratie sociale exerce sur les instituts du mouvement ouvrier. Cette force d'attraction n'est que très peu la conséquence des trahisons. Elle découle de la soumission réelle du travail social au capital induite par le développement et la généralisation du machinisme. La plus-value relative qui en est issue permet, dans certaines conditions et pendant des périodes longues, d'accroître le salaire réel et le salaire nominal sans que le processus historique de dévalorisation de la force de travail s'arrête ou, pire pour le capital, s'inverse. La seconde correspond à l'idée même du processus révolutionnaire hégémonique au sein de l'ancienne fraction communiste du mouvement ouvrier.

En très grande synthèse, cette idée faisait de l'épisode insurrectionnel le point d'orgue de ce processus. Cette phase – certes cruciale – était conçue en radicale discontinuité de la période précédente, celle de la préparation révolutionnaire, celle de la constitution de la classe en parti. D'où la répartition de la politique communiste en deux moments bien distincts : celui de l'application de la tactique dite directe par Bordiga, marquée par la préparation politique et pratique à la prise du pouvoir et à la destruction de l'État bourgeois, et celui de la tactique dite indirecte, quand les communistes se lancent à la conquête de la direction du prolétariat. Dans les Thèses de Rome du Parti Communiste d'Italie (30 janvier 1922), Bordiga et Umberto Terracini résument ainsi ces deux phases²⁸:

²⁵ 6^e paragraphe Voir : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/08/vil19200802.htm>

²⁶ Point 7 Voir : https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1920/07/bordiga_ic_1920_b.htm

²⁷ Point 6 Voir : https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1920/07/bordiga_ic_1920_b.htm

²⁸ Voir : https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1922/01/bordiga_19220130.htm

« L'expression "tactique directe" désigne l'action du Parti quand la situation l'incite à prendre, indépendamment de tous, l'initiative d'attaquer le pouvoir bourgeois afin de l'abattre ou de lui porter un coup grave. Pour pouvoir entreprendre une pareille action le Parti doit disposer d'une organisation intérieure assez solide pour lui donner la certitude absolue que les directives du centre seront parfaitement suivies. Il doit en outre pouvoir compter sur la discipline des forces syndicales contrôlées par lui afin d'être sûr qu'une grande partie des masses le suivra. Il a en outre besoin de formations militaires d'une certaine efficacité et, afin de conserver à coup sûr la direction du mouvement au cas probable où il serait mis hors-la-loi par des mesures d'exception, de tout un appareil d'action illégale, et spécialement d'un réseau de communications et de liaisons que le gouvernement bourgeois ne puisse contrôler²⁹. [...] Il ne sera pas toujours possible de proclamer ouvertement que le mouvement d'ensemble déclenché par le Parti communiste a pour but de renverser le pouvoir bourgeois. Sauf en cas de développement exceptionnellement rapide de la situation révolutionnaire, le Parti pourra engager l'action sur des mots d'ordre qui ne soient pas encore la prise révolutionnaire du pouvoir, mais ne puissent dans une certaine mesure être réalisés que grâce à elle, bien que les masses ne les considèrent que comme des exigences immédiates et vitales. Dans la mesure limitée où ces mots d'ordre sont réalisables par un gouvernement qui ne soit pas encore la dictature du prolétariat, ils laissent au Parti communiste la possibilité d'arrêter l'action à un certain point sans porter atteinte à l'organisation et à la combativité des masses. Cela peut être utile s'il semble impossible de continuer la lutte jusqu'au bout sans compromettre la possibilité de la reprendre efficacement plus tard. [...]»³⁰

Les conditions n'existent pas toujours pour une action tactique qu'on peut appeler "directe", puisqu'elle a le caractère d'un assaut au pouvoir bourgeois par le Parti communiste et les forces dont il dispose. Loin de se limiter au prosélytisme et à la propagande purs et simples, le Parti peut et doit alors exercer son influence sur les événements en réglant ses rapports avec les autres partis et mouvements sociaux et politiques et en exerçant sur eux sa pression de façon à déterminer un développement de la situation favorable à ses propres buts et à hâter le moment où l'action révolutionnaire décisive sera possible. Les initiatives et attitudes à adopter en pareil cas constituent un problème délicat. Pour qu'il soit résolu, la première condition est qu'elles ne soient et ne puissent sembler aucunement en contradiction avec les nécessités ultérieures de la lutte propre du Parti, selon le programme qu'il est le seul à défendre et pour lequel le prolétariat devra lutter au moment décisif. [...]»³¹

Les partis de gauche et en particulier les sociaux-démocrates affichent souvent des revendications d'une nature telle qu'il est utile d'appeler le prolétariat à l'action directe pour les obtenir. En effet, si la lutte était engagée, l'insuffisance des moyens proposés par les sociaux-démocrates pour réaliser leur programme de mesures ouvrières apparaîtrait immédiatement. [...]»³²

À ce moment, le Parti communiste pourra agiter ces mêmes revendications en les précisant, en faire un drapeau de lutte de tout le prolétariat qu'il portera en avant pour forcer les partis qui en parlent par simple opportunisme à s'employer à leur réalisation. Qu'il s'agisse de revendications économiques ou même de caractère politique, le Parti communiste les proposera comme objectif d'une coalition des organisations syndicales. Il évitera cependant la constitution de comités directeurs de lutte et d'agitation dans lesquels il serait représenté et engagé aux côtés d'autres partis, afin de retenir l'attention des masses sur le programme spécifique du communisme et de conserver sa propre liberté de mouvement pour le moment où il devra élargir la plate-forme d'action en débordant les autres partis, abandonnés par les masses après la démonstration de leur impuissance. Le front unique syndical ainsi compris offre la possibilité d'actions d'ensemble de toute la classe travailleuse»³³. Amadeo Bordiga, Umberto Terracini « Thèses sur la tactique du Parti communiste d'Italie (Thèses de Rome) – 30 Janvier 1922 »

²⁹ Partie 7, point 41

³⁰ Partie 7, point 42.

³¹ Partie 6, point 30.

³² Partie 6, point 36.

³³ Partie 6, point 36.

Comme chez Lénine, la préoccupation de Bordiga était d'ancrer la tactique dans le grand dessin stratégique rejetant la typique dichotomie social-démocrate entre programme minimum et programme communiste, entre l'ici et maintenant du réformisme et la propagande pour le socialisme. Toutefois, le mouvement communiste de leur époque ne concevait pas la possibilité de l'expérimentation révolutionnaire du prolétariat avant sa constitution en parti politique indépendant. En gros, la tactique indirecte vouée à conquérir le cœur et la tête des ouvriers aux idées révolutionnaires s'appliquait à une classe dont l'expression politique collective dominante était le trade-unionisme, le syndicalisme de classe dont l'une des conséquences était le parlementarisme révolutionnaire, l'usage du parlement bourgeois comme tribune de la cause ouvrière et caisse de résonance des idées socialistes. Le parti ou son embryon se devait alors de rester au contact de cette expression politique dominante au sein du prolétariat en attirant sur ses positions des franges de plus en plus larges d'ouvriers convaincus auparavant du bien-fondé du réformisme de classe incarné par la social-démocratie. Le produit tactique de cette vision était l'intervention dans les syndicats et, notamment pour Lénine, la participation aux élections bourgeoises avant l'entrée en période pré-révolutionnaire.

Notre esquisse du processus révolutionnaire est différente. Le point essentiel de divergence est que, pour notre courant, l'autonomie ouvrière peut se développer avant la phase pré-révolutionnaire par des épisodes qui resteront certes minoritaires et discontinus. Le tempo de la formation de la conscience de classe n'est donc pas rigoureusement séparé en deux moments, le premier du réformisme ouvrier, le second de la révolution ouvrière. Par ailleurs, ces deux expressions de la conscience de classe cohabitent toujours de façon plus ou moins conflictuelle et avec la nette prééminence du second dans les phases hautes du cycle politique prolétarien. Le parti ouvrier ou ses embryons sont donc toujours aux côtés de l'autonomie ouvrière, même quand celle-ci peine à émerger. Ils sont ses meilleurs interprètes, ses militants les plus déterminés. Leur tâche dans les phases basses du cycle politique prolétarien est de favoriser au mieux la polarisation entre autonomie ouvrière et réformisme d'État, issu de la dégénérescence historique du réformisme politique ouvrier et de son intégration à l'État au travers de l'extension de la démocratie sociale.

Extension rendue possible par la soumission réelle du travail social au capital, l'essor de la plus-value relative grâce au machinisme. Cet essor permet pendant des longues périodes et dans certaines conditions de relever le salaire réel, éventuellement le salaire nominal tout en évitant de stopper – en l'accéléralant au contraire – le mouvement historique de dévalorisation de la force de travail. Opposer les poussées d'autonomie ouvrière au réformisme d'État signifie rejeter la tactique indirecte qui veut arracher au réformisme des instituts désormais happés dans la démocratie sociale comme les syndicats. Et aussi contester la définition réductrice de la tactique directe à la préparation de l'insurrection. Une réduction, celle-ci, qui a encore libre cours et un certain succès auprès de milieux libertaire radicaux. Et ce, car la clé du processus révolutionnaire n'est guère l'exercice de la violence de classe mais la capacité de l'autonomie ouvrière d'exprimer un double pouvoir, d'imposer son propre ordre contre l'ordre dominant là où l'autonomie ouvrière pousse : dans les territoires productifs et reproductifs du capital.

Pour revenir en particulier à la problématique du parlementarisme révolutionnaire, nous ne partageons pas les présupposés communs de Bordiga et de Lénine conduisant pourtant à des consignes tactiques divergentes. « *Le Parlement est la forme de représentation politique propre au régime capitaliste* », énonçait la première thèse abstentionniste³⁴. Il incarne la forme d'État la plus élevée, la république démocratique. Cette dernière « *devient de plus en plus une nécessité inéluctable dans nos conditions*

³⁴ Point 1 Voir : https://www.marxists.org/francais/bordiga/works/1920/07/bordiga_ic_1920_b.htm

sociales modernes, et qui est la forme d'État sous laquelle peut seule être livrée jusqu'au bout l'ultime bataille décisive entre prolétariat et bourgeoisie, la république démocratique ne reconnaît plus officiellement, les différences de fortune. La richesse y exerce son pouvoir d'une façon indirecte, mais d'autant plus sûre ». Friedrich Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, (1884)³⁵

Et encore :

« La forme conséquente de la domination bourgeoise est précisément la république démocratique. [...] La république démocratique restera toujours la forme ultime de la domination bourgeoise, forme dans laquelle elle crèvera ». Friedrich Engels *« Lettre à Eduard Bernstein, le 14 mars 1884 »*³⁶

Le parlement, les élections bourgeoises ne font qu'un avec la république démocratique, forme politique et institutionnelle ultime du capitalisme. Qui plus est, forme institutionnelle conforme au mouvement concurrentiel du capital total. Symétriquement, pour le prolétariat, la république démocratique est le terrain le plus idoine à l'écllosion d'une lutte de classe purgée des oripeaux et des vestiges d'un passé précapitaliste.

« La république apparaît enfin en Europe aussi comme ce qu'elle est dans son essence, ce qu'elle est réellement en Amérique, comme la forme la plus accomplie de la domination bourgeoise. [...] La classe ouvrière ne peut plus se faire d'illusions sur ce qu'est la république : la forme d'État où la domination de la bourgeoisie prend son expression ultime, vraiment accomplie. Dans la république moderne, on instaure enfin l'égalité politique pure, égalité encore soumise dans toutes les monarchies à certaines restrictions. Et cette égalité politique, est-ce autre chose que de déclarer que les antagonismes de classes ne concernent en rien l'État, que les bourgeois ont autant le droit d'être bourgeois que les travailleurs prolétaires ? [...] Si elle (la république ndlr) est la forme accomplie de la domination de la bourgeoisie, la république moderne est en même temps la forme d'État où la lutte de classe se débarrasse de ses dernières entraves et où se prépare son terrain de lutte. La république moderne n'est précisément rien d'autre que ce terrain de lutte. [...] Pour que cette lutte de classe entre bourgeoisie et prolétariat ait une issue décisive, il faut que les deux classes soient suffisamment développées dans le pays concerné, du moins dans les grandes villes ». Friedrich Engels, *« La République en Espagne, 1er mars 1873 »*³⁷

La république, son organisation fonctionnelle, ses méthodes démocratiques de sélection de ses généraux sont donc des terrains entièrement occupés par l'ennemi de classe. Mieux, la république démocratique est la forteresse à abattre pour libérer la voie à la dictature du prolétariat puis au communisme. Pas question de considérer ses mécanismes et ses institutions comme une sorte de champ neutre où le prolétariat révolutionnaire et ses organes pourraient mener une partie de la guerre contre les classes dominantes. Ici, il n'est pas question de propagande et d'opportunités pour faire entendre la voix des exploités. Si l'autonomie ouvrière est incapable de créer et élargir ses canaux de propagande au sein de sa propre classe, ce n'est pas par les raccourcis électoraux et syndicaux qu'elle y parviendra.

Y participer revient à cautionner l'illusion bien entretenue que la démocratie est la solution à l'exploitation et aux oppressions.

Or, leur démocratie est tout le contraire de l'organisation du prolétariat en classe dominante. Là, on est soumis au principe sacro-saint de la séparation des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire. Ici, on intègre et unifie ces trois fonctions au sein d'une structure centralisée de conseils ouvriers.

Il faut également rejeter les balivernes sur la démocratie directe, censée être l'antidote magique à la confiscation du pouvoir par les classes dominantes. La démocratie directe ou

³⁵ Chapitre IX « Barbarie et civilisation » Voir :

<https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000o.htm>

³⁶ Voir : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/00/commune/kmfecom12.htm>

³⁷ Voir : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1873/03/kmfe18730103.htm>

participative s'affirme essentiellement, aux dires de ses idéologues d'extrême droite et d'extrême gauche, au moyen d'un mécanisme démocratique des plus rudimentaires, le référendum. Ce mécanisme non électif est plus arriéré que celui de l'élection d'une assemblée législative car il réduit encore plus la marge d'expression des votants en la cantonnant à une manifestation plébiscitaire, pour ou contre ceci ou cela. Il prive également les votants du droit formel de choisir entre différents programmes politiques et, surtout, il leur ôte la faculté de la représentation parlementaire les reléguant au rôle de censeurs épisodiques et marginalisés. Sans oublier que la démocratie dite participative ne remet pas en question la tripartition des pouvoirs et encore moins la dictature du capital qui l'a engendrée, au même titre des formes plus élaborées et modernes de la démocratie bourgeoise. L'idéologie de la démocratie directe se marie bien avec le bonapartisme et les régimes démocratiques corrigés par le présidentielisme.

L'opposition intransigeante à la démocratie bourgeoise ne doit cependant pas conduire à l'aveuglement de considérer qu'un régime autoritaire extra-parlementaire et une république démocratique s'équivalent. Ainsi, les communistes reconnaissent à l'exercice démocratique électif le plus large la capacité de faire émerger, quoique déformée, les opinions politiques des votants. Ils étudient donc les élections avec minutie.

« Le suffrage universel permet de mesurer dans quelle mesure les classes comprennent leurs tâches. Il révèle comment elles tendent à résoudre les problèmes qui se posent devant elles ». Lénine, « Les élections à l'Assemblée Constituante et la dictature du prolétariat. 16 décembre 1919³⁸ »

Ceci étant, le prolétariat ne choisit pas entre les deux expressions canoniques – la république démocratique et le despotisme extra-légal – et toutes leurs variantes intermédiaires de la dictature du capital. Mais il affirme que c'est la première qui constitue le meilleur scénario pour le déploiement de sa force politique indépendante. Et il rappelle qu'en dépit de leur opposition apparente, elles sont deux options parfaitement réversibles de la domination des classes possédantes comme moult exemples de l'histoire de la lutte des classes l'ont démontré. Cette réversibilité des formes institutionnelles de la dictature du capital a donné lieu à des osmose plus ou moins achevées entre elles. Des régimes despotiques ont connu des transitions démocratiques et un grand nombre de démocraties historiques se sont blindées derrière des législations liberticides ou/et diminuant le rôle légiférant du parlement ainsi qu'en adoptant des mécanismes électifs protégeant mieux le système. A contrario, lorsque des fractions minoritaires des classes dominantes poussent vers des changements de régime incompatibles avec l'intérêt général du capital, elles peuvent faire l'objet d'une mise à l'écart, voire de la répression.

L'histoire contemporaine a démontré que la démocratie est le meilleur instrument de cohésion de la société civile et de la soumission des classes opprimées aux classes dominantes. Et c'est bien la démocratie bourgeoise qui s'est chargée de liquider les poussées révolutionnaires les plus décidées, déléguant le travail de « finition » à ses forces armées extra-légales, à ses bandes d'assassins en guenilles dirigées par les généraux galonnés.

Il est par conséquent évident que faire confiance à la démocratie bourgeoise pour arrêter l'assaut de ses bandes extra-légales est la pire des illusions qu'on pourrait entretenir. Le front antidictatorial au nom de la démocratie est le chemin le plus court vers la défaite. Malheureusement, l'histoire nous a appris que la seule arme dont les prolétaires disposent pour éviter leur destruction politique est l'action indépendante et l'organisation autonome.

MC/KPK, le 02 août 2022

³⁸ Partie 6, point 1 Voir : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1919/12/vil19191216.htm>